



HAL
open science

Nouvelles formes de résistances en Turquie autoritaire : le cas des collectifs autonomes de nature politique et les théâtres alternatifs à Istanbul

Gökçe Tuncel, Zeynep Ugur

► **To cite this version:**

Gökçe Tuncel, Zeynep Ugur. Nouvelles formes de résistances en Turquie autoritaire: le cas des collectifs autonomes de nature politique et les théâtres alternatifs à Istanbul. 15ème Congrès de l'Association française de science politique (AFSP), ST48 "se mobiliser en contexte autoritaire", Jul 2019, Bordeaux, France. hal-04755351

HAL Id: hal-04755351

<https://hal.science/hal-04755351v1>

Submitted on 27 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

ST48 : « Se mobiliser en contexte autoritaire » Congrès AFSP 2019

Nouvelles formes de résistances en Turquie autoritaire : le cas des collectifs autonomes de nature politique et les théâtres alternatifs à Istanbul

Gökçe Tunçel, doctorante au CESPRA, EHESS
gokcetuncel@gmail.com

Zeynep Ugur, doctorante au CESPRA, EHESS
Zeynepugur8969@gmail.com

Introduction

L'année 2013 a été marquante pour la Turquie. Le mouvement Gezi est suivi par un tournant autoritaire sous le régime du Parti de la justice et du développement (AKP). L'espace public soumis à un contrôle étatique, toute possibilité d'opposition est criminalisée et le passage au régime hyper-présidentiel est l'un des marqueurs d'un pouvoir politique personnalisé.

On qualifie un contexte d'autoritaire lorsque celui-ci ne permet pas le va-et-vient constant entre *la politique* et *le politique*. *La politique* comprend la vie civique d'une société et relève du domaine de la loi. C'est un espace de la prise du pouvoir, de l'exercice du pouvoir de manière verticale. Tandis que le *politique* se définit par l'organisation d'un tout autre monde afin de parler de ce qui ne se permet pas d'être exprimé dans la politique. Dans *le politique* on parle non pas de la vie civique mais de la vie publique. Chaque personne par sa participation-même y tient un rôle politique. En effet c'est le rapport entre les personnes, les normes sociales, les mœurs qui sont en train de se réorganiser, de se négocier dans l'espace du politique. Le changement de focale vers l'espace du politique suppose que les citoyens ordinaires sont des praticiens du politique et que l'expression de leurs revendications dans l'espace public représente des formes d'action politique à part entière. Cette approche micro s'avère encore plus pertinente pour *l'analyse d'actions de nature politique* dans le contexte autoritaire car, puisque les formes d'action traditionnelles deviennent difficilement envisageables, c'est la reconfiguration des normes sociales dans l'espace du politique qui porte davantage le potentiel de transformer la société par le bas.

Dans le cadre du Congrès l'AFSP, notre communication s'inscrit au sein du premier axe "Voice ou stratégies et formes de résistance en contexte autoritaire" et portera sur la présentation des résultats de deux recherches doctorales empiriques sur les théâtres alternatifs et les collectifs autonomes de nature politique dans l'après du mouvement Gezi. Au lieu d'examiner la politique du pourquoi où les actions sont déterminées par et pour l'exercice du pouvoir, nous nous attacherons à montrer la politique du comment. A partir de ces deux recherches doctorales, nous faisons l'hypothèse que l'ingénierie sociale de l'AKP se trouve concurrencée par des pratiques politiques autonomes de citoyens qui amorcent un changement social par le bas. Autrement dit il s'agira de montrer en quoi la multiplication des zones autonomes transforme le tissu social et, par conséquent, le rapport à la politique.

Il ressort de ces recherches que lorsque l'accès à la politique est bloqué par le pouvoir institutionnel et que l'espace de la rue, criminalisé, cesse d'être un espace civique de démonstration politique, ce sont les pratiques de la vie publique, comme par exemple faire du vélo, revendiquer le droit d'avoir un temps de loisir ou de faire du théâtre, qui acquièrent une nature proprement politique. Dans le contexte de l'après Gezi, ces pratiques créent à leur tour des espaces de socialisation où naissent et se négocient des normes sociales qui se situent en dehors du projet socio-politique de l'AKP.

Le cas des collectifs autonomes de nature politique

La plupart des chercheurs s'accordent sur le fait qu'il n'y a aucune différence ontologique entre les mouvements sociaux dans les systèmes politiques autoritaires et ceux dans des systèmes 'démocratique'. Néanmoins, il existe un consensus sur l'impact de la politique dans chaque pays ou région sur la formation d'une action collective. Les répertoires d'action collective sont modélés en fonction des ressources des groupes mobilisés et sont donc liés aux interactions avec les institutions politiques¹. Selon certains chercheurs, l'autoritarisme et la répression pourraient conduire au désengagement². Cependant, il est tout aussi possible d'observer des formes de résistance déguisées sous des régimes autoritaires. Lorsque des formes explicites de conflit politique ne sont pas possibles, les acteurs s'engagent dans des formes de *résistance quotidiennes* en tant que choix tactique afin de réduire les risques, selon James C. Scott³. Asef Bayat propose le concept de *non mouvement social* (action collective d'acteurs non collectifs) afin d'expliquer comment les femmes iraniennes pratiquent la résistance en entrant dans des environnements de travail dominés par les hommes, en modifiant l'équilibre des rapports de pouvoir et en modifiant ainsi les relations sociales à travers les actions individuelles⁴. D'autres affirment que les formes de protestation acquièrent des propriétés artistiques. Christophe Traini montre à quel point la diffusion de la musique peut être un moyen efficace de rassembler le public sous une seule cause. La musique peut aussi correspondre à une socialisation politique des jeunes générations⁵. De même, Mathilde Arrigoni et Zeynep Uğur discutent des modalités du *théâtre contestataire* afin d'expliquer comment le théâtre peut représenter une résistance politique⁶.

Mené depuis 2016 à Istanbul combinant entretiens semi-directifs et observations participantes (35 au total), cette enquête porte sur quatre collectifs autonomes de nature politique : Collectif de vélo Don Quichotte [Don Kişot Bisiklet Kolektif], Défense des Forêts du Nord [Kuzey Ormanları Savunması], Plateforme d'Action Gratte-ciel [Plaza Eylem Platformu], Solidarité de Ville Kadıköy [Kadıköy Kent Dayanışması]. L'objectif de ce travail d'enquête était de saisir les dimensions structurelles, subjectives (ce qui relève des représentations et perceptions des agents) et pragmatiques (relevant des modalités concrètes d'accomplissement de l'action)

¹ Bennani-Chraïbi M., Olivier, Fillieule (dir), 2003, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po ; Dorronsoro G., 2005, *La Turquie conteste. Mobilisations sociales et régimes sécuritaires*, Paris, CNRS Edition ; Ayşen Uysal, *Sokakta Siyaset. Türkiye'de Protesto Eylemleri, Protestocular*

² Olivier, Fillieule, (dir.), *Le désengagement militant*, Belin, Paris, 2005.

³ James C. Scott, 1989. Everyday Forms of Resistance. *Copenhagen Papers*, 4, 33–62, p. 35

⁴ Asef Bayat, *Life as Politics : How Ordinary People Change the Middle East*, Amsterdam University Press, Amsterdam, 2010.

⁵ Christophe, Traini, *Musique en colère*, Presses de SciencesPo, Paris, 2008

⁶ Mathilde, Arrigoni, « Introduction », *Le théâtre contestataire*. Sous la direction de Arrigoni Mathilde. Presses de Sciences Po, 2017, pp. 7-12.

afin de comprendre l'évolution de l'autonomisation relative de *l'espace du mouvement social*⁷ d'Istanbul. L'enquête a été menée dans les 'forums', les assemblées générales, les espaces partagés, les voyages de découvert (aux endroits touchés par des projets d'infrastructures gigantesques et destructifs) ainsi que en participant dans le travail éditorial destiné d'être diffusé en ligne afin de couvrir l'actualité récente sur la mobilisation.

Il ressort de ces entretiens que si ces collectifs s'autonomisent davantage des partis et des grands courants politiques, en gagnant notamment une propriété autoréférentielle, un niveau d'institutionnalisation suffisamment élevé et des modalités d'action relativement stables, ils entretiennent des relations avec la politique institutionnelle à travers les municipalités d'arrondissement. Cette analyse met en évidence ce niveau méso de l'action collective où les collectifs se trouvent en capacité d'impacter les décisions portant sur les espaces publics d'un quartier donné malgré le caractère autoritaire de l'Etat turc. Ils créent des espaces autonomes où le rapport à la politique s'élabore à travers des actions dirigées vers la vie publique, par exemple, la défense d'un village ou d'un quartier dans lequel la vie quotidienne des citoyens est affectées par l'aménagement urbain ; la promotion de l'utilisation du vélo plutôt que des voitures afin de faire valoir un mode d'être spécifique dans l'espace urbain. Dans ces zones autonomes, on observe que l'enjeu n'est pas tant de protester contre l'Etat ou ses composants, en élaborant des actions à destination de ceux-ci, mais d'élaborer de nouvelles normes d'être en collectif, en quartier, en société. Et c'est à travers la socialisation de ces individus dans ces collectifs que les normes se négocient et prennent forme.

Pour comprendre le fonctionnement de ces collectifs, il est d'abord essentiel d'identifier et d'analyser le contexte dans lequel les actions sont menées ainsi que les contraintes internes de ce contexte et le domaine d'impact de ces groupes. Ensuite, il est nécessaire de mettre en évidence leur organisation interne et d'interroger les hiérarchies possibles entre et au sein de ces groupes. Le concept de *l'espace du mouvement social* nous offre un outil conceptuel très utile pour l'articulation de structures (autonomie relative de l'espace de mouvement social et sa relation avec d'autres domaines du monde social) avec les dimensions pragmatiques et subjectives (conditions et modes de mobilisations des acteurs dans les actions contestataires et leurs perceptions). Cela aide à expliquer la manière dont le niveau local façonne les actions et comment celles-ci sont perçues par les acteurs⁸. Cette notion nous permet également de mieux comprendre l'impact des espaces physiques⁹ sur les mouvements sociaux et d'expliquer comment l'occupation d'un espace par des activistes (par exemple une occupation à court terme d'un bâtiment ou une concentration de différents groupes d'activistes dans un quartier spécifique) influe sur les pratiques et sur la dynamique interne des groupes d'activistes. Bien que semblable au *secteur du mouvement social* conceptualisé par John D. McCarthy et Mayer N. Zald¹⁰, l'espace du mouvement social se distingue de ce dernier par le fait qu'il ne vise pas uniquement à comprendre les relations entre différentes revendications à travers une analyse

⁷ Lilian, Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, vol. 1, n°77, 2007, pp. 131-151.

⁸ Les stratégies appropriées pour les structures formelles de l'action politique sont toujours décidées au niveau local : modalités (élections, protestations, occupation, insurrection), l'état de balance du pouvoir (nombre d'activistes, le pouvoir de l'opposition, la nature de la revendication, la capacité de mobilisation (réseau, compétences interpersonnelles, l'histoire des conflits). Albert Ogien and Sandra Laugier, *Le principe démocratie. Enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, Editions La Découverte, 2014.

⁹ Nilüfer Göle, « Maidan : nouveau protagoniste du politique », in N. Göle, Y. Cohen (dir.), *La Démocratie de la place publique*, Paris, *Politika*, 2018. Paul Cormier, « Opérationnaliser les espaces du militantisme en contexte répressif, enjeux théoriques et méthodologiques. Le cas de la gauche radicale turque dans les années 1970 à Ankara et Istanbul », 13^{ème} congrès de AFSP, 2015.

¹⁰ John D. McCarthy, Mayer N. Zald, « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82 (6), 1977, p. 1220.

de la concurrence pour l'acquisition de ressources. Elle diffère également de la théorie du champ de Bourdieu car l'espace des mouvements sociaux n'a pas un degré suffisant d'objectivation, de structuration et d'institutionnalisation pour pouvoir être défini comme un champ. Il apparaît comme une sphère d'activité informelle dans laquelle on trouve une multiplication de problèmes différents et déconnectés les uns des autres. Son autonomie par rapport aux autres mondes varie selon les contextes. L'espace des mouvements sociaux est défini comme un monde dans lequel on trouve des pratiques et des significations relativement autonomes (indépendantes) et des mobilisations liées entre elles par des relations d'interdépendance. Cet espace autoréférentiel se distingue des autres composantes du monde social car il propose des problématiques spécifiques à ses acteurs et est organisé en temporalités, règles et principes d'évaluation qui contraignent les pratiques, les positions, les attentes et les stratégies des acteurs. Ces concepts formeront le cadre théorique de cette partie. D'abord, les dimensions structurelles de l'espace des mouvements sociaux seront discutées en soulignant les relations d'interdépendance et sa relative autonomie. Ensuite, les dimensions subjectives et pragmatiques de cet espace seront analysées. Cette analyse sera réalisée à travers un examen minutieux de quatre collectifs politiques (déjà mentionnés) basés à Istanbul. L'accent sera mis sur la définition des contraintes internes de l'espace des mouvements sociaux par rapport au contexte de la période post-Gezi (à partir de 2013).

Comme le montre Gülçin Erdi Lelandais¹¹, la subordination des mouvements sociaux à la politique institutionnelle commençait à changer dans les années 2000 avec l'émergence du mouvement altermondialiste en Turquie. Depuis le début, ce mouvement a rencontré de nombreuses difficultés pour sortir de la structure centralisée des organisations politiques. Néanmoins, Lelandais affirme que les sujets défendus par le mouvement altermondialiste, l'organisation des campagnes, la flexibilité et l'horizontalité de ses structures, l'absence de hiérarchie ont fait de ce mouvement en Turquie un espace où les organisations, qui avaient jusque-là le monopole de la contestation, ont dû coopérer avec différents profils de militants et de modes d'organisation. En raison de ce conflit constant entre les militants d'extrême gauche et d'autres, l'idéologie d'extrême gauche n'a pas pu avoir le rôle principal dans le mouvement. C'est pourquoi nous pouvons considérer le mouvement altermondialiste en Turquie comme l'une des premières tentatives importantes de perturbation de la relation symbiotique entre les mouvements sociaux et les partis politiques.

TEKEL and Gezi

Les mouvements TEKEL (2009) et Gezi (2013) sont les deux mouvements sociaux qui ont eu un impact décisif sur l'espace des mouvements sociaux en devenant des points de référence. Ces mouvements sont apparus dans un contexte marqué par l'introduction d'une politique néolibérale agressive en Turquie. Comme l'a noté Jean-François Perouse¹², même si l'AKP se prétend d'être un parti conservateur depuis sa fondation en 2001, son conservatisme est principalement axé sur la préservation des positions socio-économiques et la consolidation des valeurs qui justifient, légitiment ou cachent ces positions. Ininterrompue depuis 1990, l'application de la politique néolibérale est accélérée sous le règne de l'AKP, dont les politiques sont conçues selon une logique économique sans prendre en compte leurs impacts sociaux.

¹¹ Gülçin Erdi Lelandais, « Du printemps ouvrier à l'altermondialisme... Le champ militant et le champ politique en Turquie », *Cultures & Conflits*, été 2008, p. 64.

¹² Jean-François Perouse, « Le « mouvement de Gezi » ou le choc des systèmes de valeurs environnementales dans la Turquie en croissance », *Méditerranée* [En ligne], 123 | 2014, pp. 49-56.

Apparu en 2009 dans la capitale turque d'Ankara, le mouvement ouvrier TEKEL représente un tournant dans l'histoire des mouvements ouvriers post-1980 en Turquie en termes de mode d'organisation, de mode d'action et de soutien public et international. TEKEL, qui signifie littéralement un monopole en turc, était le monopole public du tabac et des boissons alcoolisées, qui avaient 12 000 employés dans 21 villes de Turquie. Après la privatisation, British-American Tobacco, le nouveau propriétaire de la branche tabac du monopole, a décidé de licencier des milliers de travailleurs début 2009. Ceux qui n'ont pas perdu leur emploi se voyaient offrir un statut spécial (4-C), ce qui signifiait réduction du salaire mensuel de 1200 TL à 800 TL et contrats de 10 mois plutôt que 12 mois sans garantie de renouvellement. Les travailleurs ont décidé de contester ces décisions. Ils se sont réunis à Ankara, ont occupé les rues autour de l'une des places centrales de la ville et ont passé 78 jours dans des tentes pendant l'hiver, du 15 décembre 2009 au 2 mars 2010. Le travailleur traditionnel de l'industrie manufacturière, qui constitue également le pilier des syndicats en Turquie, a la tête froide: il prend ses décisions après une longue réflexion, fait partie d'une hiérarchie organisationnelle, est discipliné, obéit aux décisions prises et sait s'asseoir à la table des négociations. Au cours du mouvement TEKEL, on a vu émerger de nouveaux types de comportements: les travailleurs prenaient leurs décisions très rapidement, la résistance faisait partie d'un syndicat, mais ils créaient une relation de réciprocité dans laquelle les travailleurs avaient également un impact important sur le syndicat. Ils ont pris leurs décisions sur la base d'initiatives locales au sein du mouvement et, bien qu'ils aient maintenu la hiérarchie organisationnelle formelle du syndicat (Tek-Gıda İş - le syndicat turc des travailleurs du tabac et de l'alimentation), tous les manifestants sont potentiellement devenus porte-parole, ainsi que militant. Pendant l'occupation, les habitants de la ville ont apporté de la nourriture, des médicaments et des vêtements afin de soutenir la résistance des travailleurs. Un espace commun a été créé à Ankara où les idéologies et les politiques identitaires ont disparu et une microsociété alternative dans laquelle des travailleurs musulmans, dont la plupart ont voté pour l'AKP lors des dernières élections, cohabitaient avec des travailleurs de gauche, nationalistes ou kurdes¹³. Cette résistance a entraîné une défaite morale évidente pour le gouvernement, mais c'était une victoire très limitée pour les travailleurs. Les travailleurs de TEKEL ont enlevé leurs tentes à la suite de la décision de la Cour suprême de prolonger le délai officiel donné aux travailleurs de TEKEL pour accepter de passer au statut de 4-C (une de leurs revendications).

Le mouvement social le plus remarquable de l'histoire de la Turquie moderne s'est déroulé en 2013 dans un parc public nommé Gezi. Dans ce mouvement on observe de nombreux éléments similaires à celui des travailleurs de TEKEL, tels que l'occupation d'un espace public, un habitat pluraliste, une défaite morale et symbolique pour le gouvernement, une victoire matérielle limitée et un niveau élevé de légitimité nationale et internationale du mouvement. Il a été initialement déclenché par un groupe restreint de manifestants de la Chambre des architectes et les environnementalistes qui ont organisé des sit-in et occupé partiellement le parc le 27 mai 2013. Ce parc était l'un des rares espaces verts restants dans le centre d'Istanbul et un projet était en cours pour raser le parc afin d'y construire un centre commercial. Après les premiers jours avec des affrontements entre la police et les manifestants, les policiers se sont retirés et ont quitté le parc et la place Taksim, occupés par les manifestants pendant plus de deux semaines. L'explosion sociale et politique générée par l'occupation s'est étendue à 79 villes comptant au moins 3,6 millions de manifestants actifs

¹³ Yalçın Bürkev « TEKEL direnişi: Ne Eskinin Basit Devamı Ne Yeninin Kendisi », *Tekel Direnişinin ışığında gelenekselden yeniye işçi sınıfı hareketi*, edited by Gökhan Bulut, Ankara, Notabene Yayınları, 2010. Metin Özüğürlü, « The TEKEL resistance movement: Reminiscences on class struggle », *Capital & Class*, 35(2), 2011, pp. 179–187.

dans le pays. Bien qu'il s'agisse d'un mouvement unique, Gezi partage certaines caractéristiques avec les précédents mouvements sociaux du début des années 2010 tels que le Printemps arabe, les manifestations de Maïdan en Ukraine et Occupy Wall Street aux États-Unis. Au moins six de ces caractéristiques peuvent être décrites: (1) ils ne visent pas à la prise du pouvoir; (2) l'unanimité est essentielle; (3) ils s'organisent sans chef, sans programme et sans stratégie; (4) ils affichent la non-violence comme tactique; (5) ils assurent l'égalité entre les manifestants en rejetant la hiérarchie entre eux et (6) ils occupent.

En tant que mouvement de la place publique¹⁴, Gezi a proposé aux citoyens d'Istanbul un mode de vie alternatif où l'argent, la hiérarchie et les divisions basées sur l'appartenance ethnique, la classe socio-économique et les préférences politiques n'existaient pas. C'était avant tout un mouvement social *radicalement pluraliste*¹⁵ qui réclamait une société démocratique tout en la vivant dans le parc Gezi et la place Taksim adjacente. Par ailleurs s'il n'est pas possible d'expliquer Gezi en termes de classe socio-économique, la langue et les produits culturels du mouvement montrent que certains manifestants avaient un niveau élevé de capital culturel. Cela signifie que le capital culturel ne représentait pas un outil de domination mais était au contraire un instrument d'interaction et de partage. En d'autres termes, *la démocratie était à la fois une revendication et un mode de vie au cours de ce mouvement social*¹⁶.

Je fais l'hypothèse que ces mouvements sociaux, expliqués ci-dessus, reconfigurent l'espace du mouvement social et établissent une nouvelle situation ou un système d'actions dans lequel des contraintes spécifiques pèsent sur les mouvements sociaux qui leur succèdent. Dans les pages suivantes, je vais analyser quatre collectifs tout en identifiant ces contraintes. Dans un premier temps, je présenterai brièvement ces collectifs et analyserai leurs positions dans l'espace des mouvements sociaux. J'examinerai ensuite leur relative autonomie, où j'illustrerai les modalités pour définir les frontières de leur action et / ou de leur identité dans l'espace des mouvements sociaux.

Fondation des collectifs

Situé dans le district de Taksim, la Défense des Forêts du Nord (KOS) a été fondée juste après l'occupation de Gezi en juillet 2013 dans le cadre de forums (assemblées populaires quotidiennes) organisés dans des parcs publics dans le côté européen d'Istanbul. Comme indiqué dans le manifeste publié sur son site web, KOS « tente de rassembler ceux qui s'opposent à la « destruction créatrice » de la capitale afin de protéger les habitats et d'assurer le transfert des connaissances et de l'expérience entre les défenseurs de la vie. KOS est contre toutes sortes de "méga projets" tels que le 3ème aéroport, le 3ème pont, Kanal Istanbul (le canal d'Istanbul), qui menace l'écosystème. En résumé, le KOS défend la vie collective et affirme sa solidarité avec toutes les personnes ou organisations qui luttent contre les mêmes problèmes ».

¹⁴ Nilüfer Göle, « Maidan : nouveau protagoniste du politique », in N. Göle, Y. Cohen (dir.), *La Démocratie de la place publique*, Paris, *Politika*, 2018.

¹⁵ Albert Ogien, « La démocratie comme revendication et comme forme de vie », *Raisons politiques*, vol. 1, n° 57, 2015, pp. 31-47.

¹⁶ *Ibid.*

Semblable au KOS, la fondation du Collectif de vélo Don Quichotte remonte aux forums qui se déroulaient juste après le mouvement Gezi dans le parc Yoğurtçu dans le district de Kadıköy (côté anatolien d'Istanbul). Par ailleurs ce district est caractérisé par une forte concentration de militants mobilisés contre le pouvoir en place et un nombre élevé de votes pour les partis de l'opposition. Lors de ces forums, La solidarité de Yeldeğirmeni a été créée afin de renforcer la solidarité avec les habitants du quartier de Yeldeğirmeni. Ce collectif occupait un bâtiment qui n'avait pas été utilisé pendant 20 ans en le transformant en un espace commun qui devient la maison d'occupation Don Quichotte. Cette espace occupé, espace (physiquement et symboliquement) plus exclusif que les "forums" de quartier dans les espaces publics, organisait également des forums basés sur les mêmes principes du KOS. Le Collectif de vélo Don Quichotte a été fondé par quatre personnes qui se rendaient régulièrement à la maison d'occupation et qui étaient opposées à l'idée de continuer à occuper ce bâtiment en déclarant qu'ils ne pouvaient pas assumer la responsabilité des squatters. Ces personnes étaient également opposées au fait d'avoir des liens avec des partis politiques. Lorsque la maison de Don Quichotte et sa structure organisationnelle ont commencé à s'effondrer, ceux qui s'intéressaient au vélo ont décidé de fonder ce collectif en juillet 2015. Ce dernier a pour objectif de faire des activités qui encouragent, défendent et rendent possible l'utilisation du vélo. Dans son manifeste, les activistes déclarent que leur collectif ne défend pas l'idée selon laquelle leurs membres seraient capables d'affecter la société et le climat par leurs préférences individuelles. En tant que collectif de vélo Don Quichotte, ils souhaitent protéger les espaces de vie communs. Selon eux, le vélo a le potentiel de créer des réseaux étroits entre diverses entités partageant des préoccupations similaires. Ils souhaitent utiliser ce potentiel pour créer un corps critique de militants et initier une réaction en chaîne.

La Solidarité de Ville Kadıköy a été également fondée dans la maison d'occupation Don Quichotte par des habitants du district de Kadıköy. En décembre 2013, un groupe de militants qui ont activement participé à des forums se sont réunis pour former les Quartiers contre la gentrification. En mars 2014, ils ont changé de nom et s'appellent désormais la Solidarité de Ville Kadıköy. En coordination étroite avec d'autres solidarités formées après Gezi, des chambres professionnelles (telles que des chambres d'architectes ou d'urbanistes), des universitaires et des organisations de la société civile, ce collectif considère la ville comme un espace commun et défend ses dimensions sociales et écologiques. Contrairement aux autres collectifs ci-dessus, il est ouvert uniquement aux habitants du district Kadıköy.

Plateforme d'Action Gratte-ciel (PEP) se distingue des autres collectifs par le fait que sa fondation précède Gezi et ne se mobilise pas pour des causes écologiques. PEP a été fondée en 2008 afin de soutenir les employés de l'IMB qui tentaient de se syndiquer et d'organiser des « manifestations de plaza ». Peu après le mouvement des travailleurs de TEKEL, PEP est devenue une mobilisation collective pour les droits des cols blancs. Contrairement aux syndicats ou aux organisations professionnelles, le PEP vise spécifiquement à minimiser l'isolement émotionnel et la solitude qui, selon PEP, sont les principales conséquences immédiates des cols blancs. Son objectif est, d'une part, de transformer les problèmes des cols blancs en problèmes publics et politiques, et, d'autre part, de proposer une alternative à la vie professionnelle en renforçant les relations entre cols blancs, ce qui est considéré comme une action politique par les militants du PEP.

Le positionnement des collectifs dans l'espace du mouvement social

Tous les collectifs sauf PEP ont des relations avec les domaines juridiques, intellectuels et médiatiques: ils travaillent avec des chambres professionnels et des municipalités d'arrondissement; ils ont des membres qui produisent des matériaux scientifiques et médiatiques tout en essayant de garder leurs distances avec les partis politiques. Leurs membres ont plusieurs appartenances politiques et associatives et ils circulent entre différents sites d'action collective et types d'organisations tels que Green Peace, des associations de défense de l'environnement, des chambres professionnelles, des collectifs féministes et des coopératives alimentaires. KOS est légèrement différent des autres, car il a des journalistes qui couvrent leurs propres actualités. Tous les collectifs ont des militants de gauche qui déploient leurs relations et leur savoir-faire. Plateforme d'Action Gratte-ciel (PEP) a une position différente parmi ceux-ci. Il manifeste clairement une idéologie de gauche, encourage la syndicalisation et a des liens avec les syndicats, ce qui les rapproche de la politique traditionnelle. Cependant, le contexte dans lequel PEP a été fondé (mouvement des travailleurs de TEKEL en 2009) a également affecté son mode d'organisation et sa stratégie d'action. PEP essaie de contrer leur affinité relative avec le mouvement ouvrier avec une stratégie de *distinction*. Il définit sa zone d'intervention non pas sur le « travail » mais sur la « psychologie » du col blanc et explique que, bien que les cols blancs soient aussi des travailleurs, ils vendent moins leur « travail » et plus leur « âme » en échange d'argent.

Ces collectifs ont été fondés dans le même contexte socio-politique (TEKEL et Gezi), leurs membres ont des profils socio-économiques similaires et ils partagent une attitude similaire envers la politique institutionnelle et les formes de mobilisation. Ainsi, ils constituent un groupe spécifique dans l'espace des mouvements sociaux où les militants se connaissent et se rassemblent dans un même espace physique pour échanger leur savoir-faire et leurs perceptions de leurs activités politiques. Ce groupe devient également une zone d'évaluation dans laquelle les militants peuvent mesurer et évaluer leurs collectifs respectifs et adopter de nouvelles stratégies si nécessaires. Par exemple, au cours de l'été 2018, Don Quichotte et PEP ont fondé un réseau de pigistes appelé « Ceux sans bureau » afin de partager leurs expériences et leur savoir-faire. Leur objectif est de diminuer l'isolement du travailleur *free-lance* qui travaille à domicile et de discuter de meilleures façons d'augmenter les offres d'emplois *free-lance*.

Vers un espace du mouvement social autonome dans l'après du mouvement Gezi

Un mouvement social de grande envergure, capable d'avoir un impact sur le gouvernement, sans le soutien des partis politiques (tels que la résistance des travailleurs de TEKEL et Gezi), peut contribuer à la consolidation de l'espace du mouvement social. En d'autres termes, il permet de créer une représentation partagée par beaucoup de ses membres pour constituer un univers distinct et qui, bien que distant de la politique institutionnelle, est néanmoins capable d'influencer le cours de la vie politique ou sociale. En devenant des *points de référence substantiels*, selon lesquels d'autres mobilisations ont tendance à élaborer leurs attentes et stratégies, ces mouvements sociaux peuvent également contribuer à *l'autoréférence* de l'espace de mouvement social, ce qui augmente son autonomie. Par ailleurs l'interdépendance qui lie les différents mouvements n'est jamais fixée, mais en évolution constante. Il est clair que Gezi constitue un point de référence pour tous les collectifs abordés ici. La légitimité qu'il a acquise auprès des citoyens aux niveaux national et international, sa capacité à mobiliser les médias sociaux et les médias *mainstream* et le succès de son répertoire d'action collective expliquent pourquoi, après cinq ans où le gouvernement est devenu de plus en plus

hégémonique dans le domaine politique et violent dans la répression des manifestations, ces collectifs maintiennent non seulement leurs activités à Istanbul mais continuent à élaborer leurs actions avec des stratégies similaires à celles observées à Gezi; forte présence en ligne en investissant dans les réseaux sociaux, le "forum" comme principal outil d'organisation interne, aucune allusion aux idéologies politiques dans ses déclarations publiques, aucun lien avec les partis politiques, l'organisation d'une "zone de défense" sur des questions spécifiques telles que la destruction des forêts du nord d'Istanbul, les problèmes du district Kadıköy, le droit à utiliser les vélos comme moyen de transport dans une ville très hostile aux vélos etc. Par exemple, le Collectif de vélo Don Quichotte est conscient de l'attention qu'il reçoit des médias, mais aussi du public, quand ses membres participe à une manifestation en vélo.

Bien qu'ils n'utilisent aucun terme idéologique, ces quatre groupes manifestent des revendications anticapitalistes et, à l'exception de PEP, toutes leurs revendications sont liées à des problèmes environnementaux ou urbains en résonance étroite avec Gezi. Il est également intéressant de noter que la « zone de défense » était un terme très utilisé à la fin des années 1990 par les collectifs d'étudiants qui utilisaient le terme « organisation frontale » (cephe örgütlenmesi) afin de décrire la « Coordination » (Koordinasyon) censé être un rassemblement de différentes organisations politiques (subordonnées à des partis politiques) dans une structure unique et flexible. Les membres du PEP, dont la plupart étaient actifs dans la résistance des travailleurs de TEKEL, établissent également des liens entre ces derniers et Gezi en soulignant leurs similitudes. En bref, Gezi sert surtout de modèle et offre une narration positive à ces collectifs qui s'inspirent de son répertoire d'action, de ses « cadres » d'expression du mécontentement et formes organisationnelles qui, selon les militants, étaient un succès¹⁷.

Référendum constitutionnel de 2017

La période du référendum constitutionnel de 2017, qui visait la mise en place d'un système présidentiel, a mis en évidence la manière dont les collectifs établissent des liens avec la politique. Les collectifs qui étaient plus proches des partis politiques après Gezi ont formé une coalition plus large appelée "Les assemblées de Non" qui a mené une campagne contre la mise en place du système présidentiel. Ces assemblées locales auto-organisées (qui sont apparues dans presque tous les quartiers d'Istanbul) ont organisé des forums de quartier, imprimé des affiches et des dépliants qui ont été distribués dans des espaces publics. Au cours de cette campagne, le gouvernement et le parti politique au pouvoir, l'AKP, ont été pris comme un adversaire. Les arguments portaient sur les caractéristiques non démocratiques du système présidentiel expliquant comment ce système affectera la gouvernance. Parmi les arguments on trouve: « Pour la démocratie, vote non », « Tous les mécanismes judiciaires seront administrés par le président et ceux qui sont assignés par lui uniquement. Le pouvoir judiciaire sera-t-il impartial selon vous? » Tout en évoquant les caractéristiques non démocratiques du système présidentiel, tous les collectifs étudiés ici ont fait des déclarations et des manifestations avec des slogans tels que « Les défenseurs de la vie disent non », « La ville et la nature disent non » et ont souligné les conséquences du système présidentiel sur l'urbanisme et la nature. Légèrement différent de KOS, Don Quichotte a fait une déclaration intitulée « Non à la hiérarchie », affirmant qu'aucun changement social ne peut provenir des urnes et que tout le monde devrait donc être mobilisé en permanence pour avoir un impact sur

¹⁷ Meyer (D. S.), Whittier (N.), « Social Movement Spillover », *Social Problems*, 41 (2), 1994. McAdam (D.), « Tactical Innovation and the Pace of Insurgency », *American Sociological Review*, 48, 1983.

la politique. PEP, pour sa part, a fait une déclaration dans laquelle il a énuméré ses revendications sociales et économiques visant à améliorer la vie des cols blancs en ajoutant « Non » au début de chaque phrase.

Bien que ces dynamiques témoignent de l'autonomie relative des collectifs, il est également important de souligner que cette caractéristique n'est pas toujours claire, car ces groupes entretiennent parfois des relations étroites avec les municipalités d'arrondissement et les chambres professionnelles et certains de leurs membres sont issus des partis traditionnels (gauche et nationalistes laïcs) qu'ils ont démissionné après une période de déception. Les membres de la Solidarité de Ville Kadıköy, par exemple, ont été clairement perturbés par la commission d'écologie du HDP (parti politique pro-kurde) qui a tenté de s'approcher du groupe. Cela ne peut s'expliquer que par le désir de rester détaché de la politique institutionnelle, mais indique plutôt un courant nationaliste opposé à l'existence d'un parti pro-kurde.

Le rejet d'avoir des liens avec les partis politiques peut également être interprété comme une accumulation de reconnaissance, de légitimité et de stratégie de distinction à travers la critique de la politique institutionnelle et des groupes activistes travaillant avec les partis politiques. Ce rejet peut représenter donc une première étape d'une carrière au sein des institutions politiques. Par exemple, KOS et Don Quichotte ont récemment publié un « manifeste électoral » pour les élections locales du 31 mars 2019, dans lequel ils invitent les candidats à déclarer publiquement leurs positions sur les forêts du nord d'Istanbul ainsi que sur l'urbanisme, tout en soulignant qu'ils représentent une organisation supra politique. Ekrem Imamoğlu, candidat à la mairie d'Istanbul du principal parti d'opposition (CHP), a publié une courte vidéo expliquant son approche concernant ces questions. Il y avait aussi un membre du KOS qui était un candidat indépendant pour le maire d'Istanbul. Ces liens avec le principal parti d'opposition indiquent que la revendication d'autonomie en tant que principe fondamental peut considérablement changer en fonction du contexte politique et de l'évolution des collectifs en question. Dans la partie suivante, j'analyserai les représentations et la perception des acteurs ainsi que les modalités d'action et d'organisation interne afin d'illustrer les liens entre les modalités d'action et la dimension subjective.

Dimensions pragmatiques et subjectives de l'espace de mouvement social

La dimension subjective concerne les représentations et les perceptions des acteurs et la dimension pragmatique est liée aux modalités concrètes de réalisation de l'action. Cognitives ou subjectives, les compétences sont un ensemble de connaissances et de schémas de perception spécifiques à l'action collective. Ils permettent aux acteurs de s'orienter dans l'espace par la maîtrise de la langue et les principes de classification permettant de distinguer les différentes nuances de traditions ou de courants en présence. Ceci informe et nourrit la pratique en anticipant le mouvement des adversaires dans une action donnée. Le contexte défavorable actuel aux mouvements sociaux (opposition au gouvernement) a des effets visibles sur les dimensions pragmatiques, en particulier sur le choix des répertoires d'action collective et sur les revendications. Etant donné qu'obtenir la légitimité à travers des manifestations publiques n'est plus une option viable en Turquie, presque tous les acteurs de l'espace des mouvements sociaux préfèrent les actions à petite échelle dans les espaces publics, telles que la déclaration publique de la presse, et ils visent à des objectifs plus immédiats au niveau local. KOS, en plus des briefings, organise des voyages de « découverte » : ils se rendent dans des villages voisins ou dans des sites de construction (chantier du 3ème

aéroport par exemple), pour prendre des photos, converser avec les habitants des villages afin d'évaluer s'il existe une opposition potentielle. S'ils voient ce potentiel, ils visitent régulièrement le village et tentent de créer une organisation autonome qui responsabilise les villageois et leur donne le savoir-faire nécessaire pour disposer de capacités de protestation autonomes. Pendant tout ce temps, KOS continue de soutenir les villageois. KOS fonctionne également comme un groupe de pression. Récemment, ils ont réussi à convaincre une multinationale de ne pas investir dans la construction du troisième aéroport. Cela a été rendu possible par un travail considérable de documentation, de recherche et de contact avec les entreprises ou les institutions prêtes à écouter les reportages des militants. Cette relation étroite avec les habitants et le succès de leur mobilisation ont permis de tisser des liens étroits avec trois municipalités d'Istanbul (deux d'entre elles relevant de l'AKP), qui les consultent parfois sur des questions de construction.

La Solidarité de Ville Kadıköy fonctionne de la même manière: elle mobilise les habitants du quartier pour faire pression sur la municipalité afin de pouvoir participer à la planification urbaine. Il est beaucoup plus facile pour elle d'organiser une action collective, car Kadıköy est l'un des principaux quartiers où le principal parti de l'opposition est beaucoup plus puissant que le parti en pouvoir. A l'instar du KOS, Don Quichotte organise des balades de ville en vélo afin de recruter et de promouvoir l'utilisation du vélo, et organise des forums publics dans des espaces publics. Egalement KOS, Don Quichotte et PEP organisent régulièrement des ateliers dans lesquels des spécialistes de différents domaines sont invités à discuter du vélo (et de ses dimensions politiques et socio-économiques), de l'écologie ou des cols blancs (et par exemple de leur migration). PEP est très connu dans l'espace du mouvement social par son site web « jesuislicencié.org » (istenatildim.org en turc), lancé en 2014, ce site web fournit des conseils juridiques aux personnes licenciées brusquement. PEP organise également des ateliers de « Partage d'expériences » depuis 2011. Cette dernière est annoncée sur leur site web avec une invitation aux cols blancs travaillant dans les banques, les sociétés d'assurance et les sociétés financières. Ces ateliers sont organisés autour de différentes thématiques telles que « l'évaluation du travail en fonction des performances », les « entretiens d'embauche », la « discrimination », le « mobbing » et leurs rapports sont publiés sur le site web du collectif.

En termes d'organisation interne, les collectifs adoptent des principes similaires à ceux observés dans le mouvement Gezi: (1) l'unanimité est essentielle; (2) ils s'organisent sans chef, sans programme politique et (3) ils assurent l'égalité entre les manifestants en rejetant une hiérarchie. Tous utilisent le « forum » comme principal outil de prise de décision et de recrutement. Le forum est ouvert à tous et tous ceux qui participent au processus de la prise de décision ont le même droit et la même liberté d'expression. Il convient également de noter que la pratique du "forum" précède Gezi. Ce mode d'organisation était également pratiqué par les collectifs d'étudiants à la fin des années 90, en particulier après une manifestation. Le groupe « Coordination », qui était une assemblée de différentes organisations politiques et de collectifs d'étudiants (subordonnés à des partis politiques) dans une structure unique et flexible pour empêcher la monopolisation du mouvement étudiant par les partis politiques, a également pratiqué le forum. Après Gezi, le forum est devenu le mode d'organisation principal des groupes contestataires. En outre, les cofondateurs de PEP et de KOS appartiennent au groupe de coordination des étudiants, tandis que les fondateurs et les membres actifs de Don Quichotte et la Solidarité de ville Kadıköy sont d'anciens militants de gauche qui ont quitté leur organisation politique par un fort sentiment de déception, ce qui explique leur attitude envers les partis traditionnels et ses modes d'organisation.

Il est clair que les membres de ces collectifs représentent une partie de la classe moyenne turque qui se sent non représentée, inconnue et méprisée par un gouvernement qui mène une politique très agressive contre toutes oppositions politiques (mouvements sociaux et partis politiques) tout en offensant l'ancienne élite laïque dans presque toutes ses déclarations publiques. Récemment, le gouvernement a accusé 16 personnes qui seraient les "présumés" dirigeants du mouvement Gezi, ce qui, selon l'acte d'accusation, est une insurrection financée et organisée par des acteurs nationaux et internationaux qui ont pour objectif la "dissolution de la République de Turquie".

Dans ce contexte sociopolitique autoritaire, il est remarquable de constater que les militants de ces collectifs sont remplis d'espoir et très intégrés à la vie sociale de la ville avec de nombreux autres projets dissidents en tête. Quand on leur demande la raison de leur implication dans ces collectifs, ils ont presque tous déclaré que s'ils ne faisaient pas partie de ces groupes, ils deviendraient tout simplement déprimés. En fait, toutes ces pratiques militantes sont très enrichissantes sur le plan symbolique et social: leur vie sociale est nourrie par l'action collective et le pessimisme ou le désespoir qui caractérise la classe moyenne turque politiquement active, en particulier de gauche, est remplacé par un optimisme énergétique. Cela explique également pourquoi la plupart d'entre eux sont des militants à temps plein et le fait que leur vie tourne autour de leurs luttes respectives. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de tensions interpersonnelles et politiques. Des hiérarchies informelles et organiques sont formées entre les membres en fonction de l'expérience, du sexe et de la classe socio-économique, ou certains partis politiques sont préférés aux autres de manière informelle. Cependant, les contraintes internes de l'espace des mouvements sociaux dans la période post-Gezi favorisent un fonctionnement interne « démocratique » et « radicalement pluraliste », ainsi que l'absence de catégorisation idéologique. Ceci, au moins au niveau micro, permet aux acteurs d'évaluer et de corriger leurs attitudes et leurs actions en fonction de ces contraintes et d'essayer de rejeter toute forme de domination fondée sur la classe, la compétence, l'origine ou le genre dans l'espace du mouvement social.

Notes sur la conclusion

Dans cette partie, on a tenté de montrer que l'autonomie relative et le mode d'organisation radicalement pluraliste constituaient les contraintes internes de l'espace du mouvement social d'Istanbul, en reconfiguration depuis l'émergence du mouvement altermondialiste en Turquie. Ce processus a atteint un nouveau sommet avec le mouvement Gezi en 2013. Ces contraintes façonnent les attentes et les conceptions des actions ainsi que la vie interne des collectifs. Celui-ci, à son tour, augmente la capacité d'agir de leurs membres et les motive donc à créer ou à maintenir des espaces alternatifs (ou des collectifs) qui deviennent des espaces de socialisation politique. Leur capacité et leur pouvoir de créer des formes d'engagement social et politique qui ne se limitent pas au discours bipartisan créent leurs propres *opportunités politiques*¹⁸ pour s'opposer à la répression et à l'ingénierie sociale du gouvernement en place au moins dans le niveau local.

¹⁸ William Gamson, David S. Meyer, « Framing Political Opportunity », in Doug McAdam, John D. McCarthy, Mayer N. Zald (eds), *Comparative Perspectives on Social Movements. Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 276.

Théâtres alternatifs comme nouveaux lieux de résistance politique

Théâtre en Turquie est toujours conçu comme un bastion de la République, l'incarnation de la modernisation et du style de vie séculier. Cependant, le théâtre turc a connu un changement avec les théâtres expérimentaux et avant-gardes à partir des années 1960. C'est à partir des 2010 que la trajectoire du théâtre à Istanbul gagne un nouveau momentum dans la scène théâtrale avec l'émergence des théâtres indépendants, autrement appelés *alternatifs*. On choisit d'utiliser le terme *alternatif* par rapport à l'usage du terme *Alternatif sahneler* (scènes alternatives) adoptés par les acteurs. Cette appellation montre que ce qui est nouveau ou alternatif, c'est l'espace où la pratique théâtrale ait lieu. Différent des scènes à l'italiennes caractérisées par la séparation nette de la scène et du public, les scènes alternatives *reconvertissent* des espaces qui ne sont pas désignés comme théâtres en scènes boîtes noires. Dans ces scènes qui ont la capacité entre 50 et 100 personnes, la scène n'est pas fixée mais reconfigurée pour chaque pièce avec des chaises pliantes. L'absence de rideau et des sièges en velours et la proximité de la scène et le public définissent la forme de ce théâtre. Ainsi, quelconque lieu comme des garages, des anciens ateliers etc. pourraient se transformer en théâtre. La transformation de la forme, de l'architecture du théâtre fait naître des nouvelles manières de faire du théâtre et transforme ainsi le contenu, mettant en œuvre un renouvellement dans le style, la dramaturgie et la méthodologie qui permet l'émergence d'un théâtre ancré dans le local, la vie publique. Ils sont construits à travers la volonté de forger une autre manière de faire du théâtre et de vivre émancipé de la hiérarchie, de la séparation des tâches, reconfigurant ainsi le rapport au spectateur et le rapport à l'espace. La mise en scène des récits portant notamment sur les minorités ethniques, religieuses et sexuelles donnent visibilité aux récits marginalisés et remettent en question les lignes de fracture conservateur/séculier, turc/kurde, alévi/sunnite de la Turquie.

Afin d'analyser cette pratique théâtrale qui crée de nouveaux lieux et pratiques sociaux et culturels, on adopte une approche matérielle et incarnée de l'espace public. Mettant l'espace au centre de notre analyse et déterminer les acteurs à partir des lieux nous permet d'observer des constructions, des cheminements, des transformations, des recyclages, quelquefois des destructions des lieux pour observer des rapports de force, des négociations, des circulations, des interactions entre les sphères, les acteurs et leurs relations d'autonomisation/désautonomisation vis-à-vis de l'Etat. Dans cette partie, on se concentrera précisément sur sept théâtres à Istanbul: *Tiyatro Pera*, *Tiyatro DoT*, *Tiyatrotem*, *Şermola Performans*, *Kumbaracı50*, *D22* et *Tiyatro BeReZe*. La recherche empirique est portée sur 25 entretiens semi-directifs réalisés en intervalles depuis 2017 avec des membres de théâtres alternatifs.

On fait l'hypothèse que les théâtres alternatifs gagnent un caractère politique dans le sens où ils créent des zones autonomes et tissent la fabrique d'une nouvelle vie commune.¹⁹ Créer des espaces autonomes où on peut construire collectivement des imaginaires sociaux et politiques permet la négociation des normes imposées par le pouvoir politique autoritaire et ainsi contribuent à la transformation de la société d'en bas. Ce trait de la scène théâtrale peut être

19 Jacques Rancière, "Artists and Cultural Producers as Political Subjects. Opposition, Intervention, Participation, Emancipation in Times of Neo-liberal Globalisation," *Klartext!*, Jan. 16, 2005, <http://klartext.uqbar-ev.de/dokupdfs/RanciereStatementEN.pdf>. (accedé: 10.04.2019).

pensé en parallèle avec l'émergence d'une sphère des intellectuels autonomes qui s'engagent pour des causes féministe, kurde, arménien, LGBTI, des mouvements altermondialistes anti-guerre qui se conjuguent avec une politisation qui s'étendent vers la sphère culturelle.²⁰ Ces théâtres principalement situés dans le quartier Beyoğlu, les théâtres alternatifs ont été présents dans le mouvement Gezi, en contribuant à la performativité du mouvement. Le tournant autoritaire après Gezi a un impact visible sur le théâtre à trois niveaux: la dépossession spatiale liée à la transformation urbaine, les réformes institutionnelles qui fonctionnent comme des mécanismes de censure et la décrédibilisation du théâtre dans le discours étatique comme des ciblage des figures publiques de l'opposition. Par ailleurs, le théâtre lui-même est souvent discrédité dans les discours étatiques comme un domaine de l'art "étranger, déraciné", n'est pas conforme à la culture *native et nationale* promu par le régime de l'AKP. En revanche, la période qui débute à partir des années 2010, notamment la période post-Gezi a connu des ruptures à plusieurs couches affectant cette atmosphère d'épanouissement culturel en lien avec la transformation du climat politique en plusieurs niveaux ; spatial, institutionnel et au niveau du discours politique. Cet éloignement de l'UE se montre dans le domaine de la culture avec la valorisation d'une action culturelle favorisant l'héritage ottomane, la culture « locale et nationale » (*yerli ve milli*) souvent souligné par Erdoğan lui-même comme l'opposé de la culture des élites occidentalisées méprisant le peuple, « étrangers dans leur propre pays ». Même si on peut parler de la circulation des élites et l'émergence d'une bourgeoisie musulmane, l'établissement d'une hégémonie dans plusieurs sens, on ne peut pas parler d'une hégémonie culturelle de l'AKP. Théâtre est devenu un lieu de bataille avec les interventions d'Etat à trois niveaux : spatial et urbaine, institutionnelle et discursif.

D'abord, la fermeture, déconstruction et la reconstruction des bâtiments de la culture a marqué les controverses autour de la culture dans cette période. L'institution culturel principal d'Istanbul et la base de Théâtre de l'Etat et Opéra et Ballet d'Etat, le centre culturel d'Atatürk (AKM) reste fermé depuis 2007 en raison du controversé autour de sa reconstruction, démoli en 2018 en faveur de la construction d'un Opéra.²¹ En 2008, la décision de la démolition du Théâtre Muhsin Ertuğrul de Harbiye, le centre du Théâtre de la Ville d'Istanbul est prise et contestée par les membres du Théâtre rejoigne par leurs spectateurs. Le Théâtre est réouvert en 2010 en partie de Vallée du Congrès à Harbiye.²² Plusieurs théâtres alternatifs sur la rue Istiklal ont commencé à délocaliser et déménager vers d'autres quartiers en parallèle avec la transformation urbaine et gentrification de Beyoğlu, notamment après le mouvement Gezi en 2013. Les théâtres qui ont ouvertement soutenu Gezi comme Şermola Performans, Kumbaracı50, Ankara Sanat Tiyatrosu et Dostlar Tiyatrosu été pénalisés par l'arrêt des subventions d'Etat. Théâtre Muammer Karaca utilisé par Dostlar Tiyatrosu de Genco Erkal, le représentant principal du théâtre politique et brechtien a été fermé en 2012.

Les années 2010 ont témoigné des transformations fondamentales institutionnelles dans les théâtres publics. La première initiative politique de l'intervention à la sphère théâtrale est la réforme de l'institution du Conseil des Arts de Turquie (TÜSAK) en 2012 qui proposait la bureaucratisation de l'administration du Théâtre et l'Opéra et Ballet d'Etat et imposait un

20 Vincent Duclert, *"L'Europe a-t-il besoin des intellectuels turcs?"*, Ed. Armand Collin, Paris, 2010, p.118.

21 Ayça İnce, "Converted Spaces, Converted Meanings: Looking at New Cultural Spaces in Istanbul through a Cultural Policy Lens", in Muriel Girard, Jean-François Polo, and Clémence Scalbert-Yücel (eds.), *Turkish Cultural Policies in a Global World*, Palgrave Macmillan, 2018, p.117.

22 "Muhsin Ertuğrul Sahnesi Açılıyor", disponible sur: <https://www.ntv.com.tr/turkiye/muhsin-ertugrul-sahnesi-aciliyor,l80UZsOFIUmC4NYF2LI1bQ> (accedé le 12 juin 2018).

critère de « la conformité au moral du peuple » afin d'obtenir la subvention de l'Etat.²³ Contesté par ces institutions, cet initiative n'a pas eu lieu mais fait émerger l'intervention de l'Etat dans le domaine du théâtre qui a continué avec le changement du règlement de Théâtre de la Ville où un bureaucrate est attribué par l'Etat à la direction du Théâtre de la Ville et à qui le directeur générale artistique serait désormais lié. Une décision similaire est prise concernant le Théâtre de l'Etat avec le décret-loi du juillet 2018.

Le théâtre en tant que domaine de l'art et ses acteurs sont devenus de plus en plus des objets ciblés par Erdoğan lui-même. Parmi plusieurs exemples, je vais citer quelques-uns : Mehmet Ali Alabora est accusé par Erdoğan d'avoir déclenché le mouvement Gezi par sa pièce *Mi Minör* de 2013 qui racontait une histoire de soulèvement dans un pays fictif dominé par un dictateur.²⁴ Figure visible du mouvement et connu pour son activisme plus que son œuvre théâtrale, Alabora a dû quitter la Turquie et maintenant condamné d'inciter le mouvement Gezi avec sa pièce. Egalement, une autre figure présente au mouvement, Barış Atay d'*Emek Sahnesi* a été arrêtée.²⁵ Le théâtre trouve sa place dans les discours politiques d'Erdoğan dans le cadre du discours sur la culture et l'élite séculière critiquée :

«Ceux-ci, Ils se cachent derrière l'identité de l'intellectuel, de l'auteur. Ils ne font pas l'art pour la société, mais ils font l'art pour l'art. Pourtant, l'art doit être fait pour la société. Ils sont jacobins. Ils touchent leur salaire de Théâtre de l'Etat, Théâtre de la Ville et en même temps et ils jouent dans les séries télévisées comme ils veulent. Les derniers jours, ils ont commencé à montrer leurs agendas secrets. Avant, ils avaient donné des noms comme “tête de bidon”, “l'homme qui gratte son ventre” au cher peuple de ce pays. Aujourd'hui en disant “buraucrate du bourg”, ils essaient d'humilier, de mépriser le peuple. (...). Ils sont dans les bars, devant les bars avec un verre de whiskey dans leurs mains, une main sur le menton, ne font qu'insulter avec un regard pseudo savant sans rien produire. Ils ont les seuls qui connaissent le théâtre. Ils ont les seuls qui connaissent la peinture, la sculpture, le cinéma. Ils méprisent le peuple. Ils méprisent la culture, les préférences du peuple. L'année dernière, l'argent dépensé pour le Théâtre National est 140 000 000 livres turcs et le revenu n'est que 4 000 000 millions. Ils se sont adossés au status quo depuis les décennies et maintenant, ils sont très perturbés du changement du status quo. Désolé mais désormais il faut ne faut pas s'adosser à l'Etat mais au peuple qu'ils humilient. Tout le monde doit savoir que dans ce pays, le système de castes, de dynastie dans le politique et la bureaucratie est fini avec l'AKP. Avec les efforts des vrais intellectuels, des scientifiques, le système de castes et dynastie sont en train d'être terminé. Ce peuple doit déterminer ses préférences lui-même. »²⁶

À partir de notre étude du terrain sur des acteurs des théâtres alternatifs à Istanbul, on observe que les acteurs de la scène théâtrale alternative définissent le fait qu'ils continuent leur travail de production culturelle, qu'ils existent et gardent ces espaces de rencontre comme une résistance dans le quotidien. Dans le sens arendtien, les styles de vie, les positionnements politiques dénigrés par le régime autoritaire se rendent visible sur la scène théâtrale. En outre, la singularité du théâtre réside dans le rassemblement des personnes dans une même spatialité

23 Fırat Kuyurtar, “TÜSAK Meselesi”, *Mimesis Dergi*, <http://www.mimesis-dergi.org/2014/03/tusak-meselesi/> (accédé le 12 juin 2018).

24« Mehmet Ali Alabora Mi Minör ile ilgili iddialara yanıt verdi », *Milliyet Sanat*, 23.06.2013, disponible sur: <http://sanat.milliyet.com.tr/mehmet-alialabora-mi-minor-ile/sahnesanatlari/detay/1721049/default.htm> (accédé le 15 mai 2018).

25“Oyuncu Barış Atay Gözaltına Alındı”, 22.11.2013, *CNN Türk*.

26 Congrès d'AKP à Kahramanmaraş, 4 mai 2012, disponible sur: <http://www.hurriyet.com.tr/gundem/basbakandan-onemli-aciklamalar-20482854> (accédé le 3 février 2017).

et temporalité qui permet une expérience transformatrice, de la même manière avec les mouvements de la place publique comme Gezi. En adoptant une méthodologie qui part des espaces physiques, on analyse comment ces espaces deviennent contre-publics en créant des localités, des *mixités sociales improbables*.²⁷ Étudier ces formes nous permet d'avoir des éléments d'analyse pour définir le régime autoritaire de l'AKP en montrant son rapport à la culture et à la vie publique, qui représente l'un des caractéristiques des régimes autoritaires populistes du 21^{ème} siècle.

27 Nilüfer Göle, "Maidan: Le nouveau protagoniste du politique", publication en ligne sur *Politika*, 30.10.2018, disponible sur : <https://www.politika.io/fr/notice/maidan-nouveau-protagoniste-du-politique> (accédé: 30.10.2018).